

ou de chômage, le pays ne se sortira pas de ces graves difficultés.

Je voudrais vous remercier sincèrement, monsieur l'Orateur, de m'avoir permis de dire quelques mots à la Chambre et aux Canadiens, pour qu'ils sachent qu'on ne peut faire confiance au gouvernement actuel.

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, je veux profiter de l'occasion pour faire certains commentaires sur le bill C-31. Il est typique du genre de réactions que nous obtenons du gouvernement d'en face au problème le plus grave qui se pose pour le pays. En fait, nous entendons parler tous les jours de mises à pied. Nous entendons parler de sociétés multinationales au Canada qui réduisent leurs effectifs et qui ramènent une entreprise locale dans le pays de la société mère. Ce bill semble établir les paramètres des limites jusqu'où le gouvernement d'en face peut réagir à ce genre de problèmes graves.

On vient de nous expliquer comment le gouvernement a escamoté les chiffres des crédits, des budgets supplémentaires et des budgets. Dans ce bill, le gouvernement joue encore avec les chiffres et présente au Parlement et à la population des chiffres qu'ils ne peuvent absolument pas comprendre. Les gens ne peuvent pas comprendre comment une mesure législative pareille s'attaque au problème. En écoutant le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander), on pourrait croire que, si c'était un gouvernement conservateur, il en irait autrement. Pas forcément. Cela me met toujours en émoi. J'ai vu les conservateurs à l'œuvre à la Chambre. Ils ne savent jamais sur quel pied danser quand il s'agit de s'attaquer aux questions de la Chambre.

Nous avons l'exemple d'un gouvernement conservateur en Ontario et nous avons entendu le moulin à paroles de Chatham, D'Arcy McKeough, le trésorier, nous dire ce qu'il en est. Il pense que les libéraux sont sans pareils. Il est d'accord avec leur budget. Il est d'accord avec leurs projections. Il est d'accord avec leur inertie devant les mises à pied dans l'industrie minière ou toute autre industrie de fabrication du pays. Il est d'accord avec la philosophie des libéraux qu'en fait, le gouvernement ne devrait pas intervenir sur le marché, qu'il devrait se borner à regarder ce qui se passe et à laisser faire.

Je trouve que le bill C-31 montre bien à quel point le gouvernement se paye la tête des Canadiens. Il distribue quelques millions par ci, quelques milliards par là, pour donner aux Canadiens l'impression qu'il s'occupe de leurs problèmes. Il s'agit d'un tour de passe-passe; le gouvernement jongle avec les chiffres pour donner l'impression qu'il prend des mesures et que la situation changera.

J'ai toujours cru que les frontières du Canada s'arrêtaient à la circonscription de Nickel Belt. Tous les députés ont tendance à croire que tout le pays, que le monde entier gravite autour de leur circonscription et de leurs problèmes. Nickel Belt est une circonscription magnifique. Le député d'Ottawa-Carleton (M^{me} Jean Pigott) dit que c'est une très belle région. Elle doit savoir ce qu'elle dit puisqu'elle y est venue. Les plus gros employeurs de la région de Sudbury ont pris dernièrement des initiatives dont les conséquences sont catastrophiques. La

Subsides

région en a été secouée. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une compagnie minière multinationale ayant mis le bassin de Sudbury, sous sa tutelle économique, licencie des travailleurs. Nous nous sommes vivement inquiétés cette-fois, car les chiffres atteignaient 3,400, ce qui aurait eu des retombées sur l'économie de toute la région. Nous avons réclamé énergiquement des mesures immédiates des gouvernements fédéral et provincial à l'égard de ces problèmes.

Depuis qu'on a fait ces mises à pied, le 13 février dernier, je me suis rendu à Terre-Neuve. Dès mon arrivée, je faisais face au cauchemar que représentait la fermeture de la mine de fluorine à St. Lawrence. Alcan déclarait en fait aux Terre-Neuviens, surtout aux habitants de St. Lawrence: «Nous fermons la mine ici parce que nous pouvons acheter la fluorine à meilleur compte au Mexique. Nous réalisons un plus gros profit en achetant la fluorine au Mexique qu'en l'exploitant à St. Lawrence. La compagnie a mis à pied 400 travailleurs qui constituaient toute la main-d'œuvre qui vit dans cette localité depuis 40 ans.

On parle toujours des risques pour les capitalistes, mais jamais de ceux auxquels s'exposent les travailleurs. Ce cimetière de Saint-Jean était rempli de travailleurs morts prématurément de silicose. Or voilà qu'une compagnie décide unilatéralement de fermer ses portes et d'acheter dorénavant le spath fluor d'une société mexicaine, la Fluospar Empresa de Mexico. Or cette dernière est comme par hasard la propriété de Noranda, une compagnie bien connue chez nous.

Malgré leur impuissance, les gens tentèrent de faire face à la réalité de ce problème. Ils avaient des hypothèques à payer sur leur maison. Ils s'adressèrent donc à leurs représentants élus, à leurs députés aux paliers provincial et fédéral. Après s'être demandé ce qu'ils allaient faire, ils é mirent des suggestions, monsieur l'Orateur, que nous avons fait connaître à la Chambre. Nous avons soutenu que le moins que devrait faire un gouvernement qui se respecte consisterait certainement à imposer des droits, temporaires si l'on veut, sur l'importation du spath fluor et d'en continger l'importation de sorte que l'Alcan continue de trouver économique d'extraire le spath fluor de la mine de St. Lawrence.

Aujourd'hui, au cours de la période des questions, j'ai été surpris d'entendre le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) dire que nous ne pouvions dicter nos volontés à la société Chrysler ni aux sociétés multinationales qui s'enrichissent au Canada. Si le gouvernement, qui reçoit son mandat de la population, ne peut dicter les volontés des Canadiens aux sociétés multinationales ni leur dire de quelle façon elles doivent se comporter, qui le pourra, grand Dieu!

● (1622)

Alcan, INCO, Falconbridge, Noranda, les mines Granby et toutes les autres compagnies du même genre ne se gênent pas pour menacer leurs employés de licenciement. Elles n'hésitent pas à agir en dictateurs. Pourtant, qui gouverne le Canada? Est-ce le conseil d'administration d'INCO, de Falconbridge, d'Alcan et des autres compagnies ou ceux qui ont été élus parce qu'ils ont la confiance et l'appui du peuple canadien?